



Conseil économique et social

Distr. générale
30 avril 2001
Français
Original: anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2001

7-25 mai 2001

Point 7 de l'ordre du jour provisoire*

Examen des rapports spéciaux

Rapport spécial présenté par Freedom House

Note du Secrétaire général

I. Rappel des faits

1. Pendant la première partie de sa session de 2000, le Comité a été saisi d'une plainte déposée par la délégation chinoise concernant Freedom House, au motif que cette organisation avait invité des éléments hostiles à la Chine à tenir une réunion dirigée contre le Gouvernement chinois, et qu'elle avait demandé et obtenu que l'Organisation des Nations Unies lui fournisse les services d'interprétation pour cette réunion. Freedom House a été priée de présenter au Comité, lors de sa session de juin 2000, un rapport spécial sur ses activités.

2. Pendant la deuxième partie de sa session de 2000, le Comité a été saisi d'un rapport spécial établi par Freedom House et d'une lettre dans laquelle l'organisation non gouvernementale expliquait l'incident auquel la Chine faisait référence dans sa plainte. Il a également entendu le représentant de l'organisation s'exprimer à ce sujet. Par ailleurs, plusieurs délégations ont demandé des éclaircissements sur les activités de Freedom House, sa structure, ses mécanismes décisionnels, ses liens avec le Gouvernement des États-Unis et son financement. Le Comité a reporté l'examen de la plainte à la reprise de sa session de 2000 en attendant la réponse de l'organisation aux questions qu'il lui avait posées.

3. À la reprise de sa session de 2000, le Comité a été saisi de deux lettres relatives à l'incident en question, l'une émanant du secrétariat de la Commission des droits de l'homme et l'autre de Freedom House, ainsi que de la réponse de cette dernière aux questions qu'il lui avait posées. Un certain nombre de délégations ont soulevé de nouvelles questions au sujet des activités de Freedom House, déclarant que cette organisation se livrait à des agissements politiques dirigés contre des États Membres (voir E/2001/8). Le Comité a décidé de différer l'examen du statut de

* E/C.2/2001/1.

Freedom House en attendant le rapport spécial demandé au sujet du rôle et des activités de l'organisation à Cuba et les réponses aux questions posées par les membres du Comité.

4. Dans deux lettres datées des 8 et 9 avril 2001, la Section des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat a informé Freedom House qu'elle était priée d'établir un rapport spécial et lui a transmis les questions précises posées par les membres du Comité. La Section a reçu, de l'organisation, deux lettres de réponse, en date du 26 mars et du 27 avril 2001, respectivement, dont le contenu est reproduit ci-après.

II. Rapport spécial présenté par Freedom House

Introduction

Freedom House a été fondée en 1941 par un comité composé d'éminents citoyens américains profondément préoccupés par la menace grandissante du fascisme dans le monde. Freedom House a adopté d'emblée une attitude de rigoureuse neutralité. Les deux personnalités les plus en vue associées à la fondation de l'organisation étaient un républicain de renom, Wendell Willkie, adversaire de Franklin D. Roosevelt aux élections présidentielles de 1940, et une démocrate célèbre, Eleanor Roosevelt, épouse du Président. L'organisation avait dès sa création pour mission de promouvoir les droits de l'homme et les idéaux démocratiques. Les fondateurs de Freedom House comptaient que l'organisation s'élèverait au-delà de tout débat politique partisan en s'attachant à promouvoir les normes universellement reconnues des droits de l'homme et de liberté. De fait, Wendell Willkie et Eleanor Roosevelt ont, tous deux, été résolument favorables à la création de l'Organisation des Nations Unies et Mme Roosevelt a joué un rôle de premier plan dans l'élaboration de la Déclaration universelle des droits de l'homme, guide et source d'inspiration de tous les jours pour Freedom House.

Pour que Freedom House puisse mener à bien sa mission, il importe qu'elle ne subisse aucune influence de la part du Gouvernement. L'organisation, qui a souvent déploré les échecs de la démocratie aux États-Unis, s'est montrée virulente envers le sénateur Joseph McCarthy et le phénomène du maccarthysme. Premier chantre de la lutte pour l'égalité des races, Freedom House a travaillé en étroite collaboration avec des organisations telles que l'Association nationale pour le progrès des personnes de couleur ainsi qu'avec des particuliers, dont Bayard Rustin et Roy Wilkins, fers de lance de la lutte pour les droits du citoyen. Sur le plan international, Freedom House a soutenu des défenseurs de la démocratie persécutés par des dictatures aussi bien de droite que de gauche, au rang desquels figurent Kim Dae Jung, Corazon Aquino, Vaclav Havel, Andrei Sakharov et Aung San Suu Kyi.

En juin 2000, Freedom House a été l'un des parrains du World Forum on Democracy (Forum mondial de la démocratie) qui a rassemblé à Varsovie (Pologne) 300 participants, dont des responsables d'organisations non gouvernementales, des hommes d'État et des universitaires, et où le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Kofi Annan, a pris la parole (voir <www.fordemocracy.net>).

De même que d'autres organisations qui se sont donné pour tâche de promouvoir les droits de l'homme et de surveiller le respect de ces droits, Freedom House

réprouve les pratiques de certains États. Nos critiques sont exprimées dans notre publication *Freedom in the World Survey (Enquête sur la situation de la liberté dans le monde)*, qui évalue dans quelle mesure les États souverains observent les normes universellement reconnues de droit politique et de libertés civiles. Outre cette enquête, Freedom House publie des rapports sur la situation mondiale en matière de liberté de la presse et de liberté de croyance. Dans toutes nos enquêtes, ce sont les libertés énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme que nous prenons comme référence pour évaluer la situation des droits de l'homme et des droits politiques aux États-Unis et dans d'autres pays. Pour évaluer le degré de liberté dont jouissent les pays, Freedom House utilise rigoureusement les mêmes critères pour tous les pays quelle que soit leur orientation politique, la composition ethnique ou religieuse de leur population ou la région géographique où ils se trouvent.

Questions posées à Freedom House

1. Dans quelle mesure l'organisation est-elle indépendante et quelles sont les garanties de cette indépendance, alors qu'elle tire la majeure partie de ses revenus de sources gouvernementales?

Freedom House pratique, depuis sa création, une politique d'indépendance rigoureuse à l'égard du gouvernement. Cette indépendance est garantie par l'impartialité du Conseil d'administration, qui est caractérisé par une grande diversité politique et intellectuelle. Il compte des républicains et des démocrates, des libéraux et des conservateurs, des représentants du milieu des affaires et des travailleurs ainsi que d'éminents intellectuels, experts dans les domaines des droits de l'homme et de la démocratie. Leurs avis divergent sur différentes questions de politique intérieure, mais tous sont fermement attachés à l'essentiel de la mission de Freedom House, qui est de promouvoir la démocratie, les droits de l'homme et la primauté du droit. Ayant une vaste expérience des affaires publiques, les membres du Conseil d'administration sont pleinement conscients qu'il est important de ne pas être influencé par le gouvernement dans ses positions et tous sont résolus à protéger la réputation d'indépendance et d'honnêteté dont jouit l'organisation dans la recherche et l'analyse.

Tout comme bien d'autres organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif, Freedom House tire en effet une partie de ses revenus de sources gouvernementales. Le gouvernement et les sources privées contribuent à peu près à égalité à son budget. Les contributions gouvernementales sont utilisées pour promouvoir les programmes et les valeurs qui sont au coeur de la mission de l'ONU : liberté de la presse, primauté du droit, processus politique démocratique et dynamique, indépendance de la recherche sociale et droits des minorités. Il convient d'ajouter que, s'agissant de la contribution du gouvernement, Freedom House a essentiellement un rôle de relais puisqu'elle transmet les subventions du Gouvernement des États-Unis à des organisations non gouvernementales dans des pays étrangers. À quelques rares exceptions près, les fonds utilisés pour financer le travail fondamental de recherche et d'analyse de Freedom House et ses activités de plaidoyer en faveur de la démocratie proviennent de sources non gouvernementales.

Certains intervenants au Comité des organisations non gouvernementales ont suggéré que Freedom House ne critiquait pas la politique des États-Unis. Pour mémoire, nous tenons cependant à souligner qu'au cours des 10 dernières années nous

avons critiqué la politique du Gouvernement des États-Unis à l'égard du Soudan et de la République populaire de Chine ainsi que la lenteur et ce qui nous paraît être des insuffisances, dans l'intervention des États-Unis face au génocide en Bosnie dans les années 90. Nous avons également critiqué le Gouvernement des États-Unis pour n'avoir pas porté une attention suffisante au problème des persécutions religieuses.

2. Comment l'organisation peut-elle donner l'assurance que ses activités n'ont pas de motifs politiques?

Freedom House se défend de toute motivation politique ou d'alignement politique dans sa mission. Son conseil d'administration est composé d'hommes et de femmes ayant différentes philosophies politiques : conservateurs et libéraux, libéraux et démocrates sociaux. Il comprend d'éminents représentants du milieu des affaires ainsi que des syndicalistes notoires. Loin de souscrire à une quelconque tendance politique, Freedom House s'efforce de mener à bien sa mission fondamentale qui est de promouvoir la démocratie, la liberté politique et les libertés civiles dans le monde entier. Elle n'a pas d'« activités » politiques. Dans son évaluation d'une situation politique, elle porte un intérêt particulier à l'état de la démocratie; elle dialogue sur la nécessité de propager la liberté; et elle encourage les citoyens et les gouvernements à dialoguer sur les questions fondamentales telles que la démocratie et les libertés individuelles. En d'autres termes, Freedom House fonde son action sur les droits universels énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux sur la question, plus que sur des préférences politiques.

3. Quelle est la nature du projet « Démocratie pour Cuba » de Freedom House (activités, sources de financement) et l'organisation a-t-elle une section à Cuba (objectifs, activités et membres)?

Freedom House parraine depuis plusieurs années un projet visant à promouvoir l'ouverture démocratique, l'évolution pacifique et les contacts humains à Cuba. Elle a une longue tradition d'encouragement à l'ouverture d'un espace plus démocratique pour les défenseurs des droits de l'homme et des libertés individuelles dans les sociétés qui ne sont pas démocratiques. Nous savons d'expérience que ceux qui ont participé à une transition réussie à la démocratie dans des sociétés répressives ont un message important pour ceux qui défendent aujourd'hui la cause d'une plus grande liberté. Notre projet concernant Cuba encourage les cadres (hommes d'État, membres du Parlement, journalistes et notables) de sociétés qui ont fait la transition à la démocratie à rencontrer leurs homologues à Cuba, à discuter les enseignements des transitions pacifiques et démocratiques qui ont eu lieu et à rencontrer ceux qui se sentent souvent isolés ou qui sont les victimes des persécutions de l'État. Ceux qui participent à des projets de Freedom House n'encouragent en aucun cas la violence ou des activités ouvertement ou secrètement dirigées contre l'État, pas plus que le renversement du gouvernement par des moyens non démocratiques. À la vérité, en ce qui concerne Cuba, nos activités sont exclusivement axées sur la libre circulation de l'information et sur l'exercice des droits internationalement garantis. Le programme de Freedom House est un programme de dialogue, de discussions et d'échange d'idées. Dans la plupart des sociétés, un tel dialogue entre les individus serait protégé par la constitution ou par la loi et ne susciterait aucun intérêt de la part

des organes de sécurité de l'État. Nous jugeons préoccupant qu'un petit nombre d'États cherchent à criminaliser ces contacts interpersonnels normaux.

La principale source de financement du projet « Démocratie pour Cuba » est l'Agency for International Development des États-Unis, mais Freedom House est seule responsable du choix des objectifs et de la planification et de l'administration du projet. Il n'y a à Cuba absolument aucune section de Freedom House, qui n'a pas d'employés ou de membres dans ce pays.

4. Quel est l'objet de voyages effectués à Cuba par des membres de Freedom House ou par des personnes ayant des liens avec l'organisation, notamment dans le cadre du projet concernant Cuba?

L'un des objectifs fondamentaux de Freedom House est de promouvoir la discussion entre les partisans de la démocratie à Cuba et leurs homologues venant de sociétés où s'est opérée une transition de la dictature à la démocratie. Dans certains cas, Freedom House a aidé à financer le voyage à Cuba de personnes venant de démocraties nouvelles, entre autres, à Cuba. Ainsi qu'il est dit plus haut, ces personnes se bornent à parler de réforme politique et de pratiques démocratiques avec les Cubains qui soit préconisent l'évolution démocratique, soit souhaitent parler de réformes dans le cadre du système actuel. Ces visiteurs, qui ont une expérience des transitions politiques effectuées sans violence et sans bouleversement majeur, ont des idées importantes sur le processus évolutif qui intervient lorsqu'une dictature cède le pas à un système démocratique. Comme on l'a dit plus haut, ils n'encouragent pas le recours à la violence, à des opérations secrètes ou à des manœuvres directes ou indirectes pour fomenter un soulèvement populaire. Ils vont à Cuba pour avoir des échanges ordinaires de personne à personne avec des citoyens cubains ordinaires.

5. L'organisation connaît-elle les règles et règlements régissant le statut consultatif d'une organisation non gouvernementale auprès du Conseil et sait-elle qu'elle est responsable de toutes les personnes qui la représentent à une réunion de l'Organisation des Nations Unies; sait-elle que tout acte dirigé contre le gouvernement constitutionnellement élu d'un État membre constitue une violation des buts et principes de la Charte?

Freedom House prend très au sérieux ses responsabilités d'organisation non gouvernementale rattachée à l'ONU. Nous connaissons parfaitement les règles et règlements régissant le statut consultatif. Qui plus est, Freedom House respecte scrupuleusement ces règles et règlements. En un mot, Freedom House n'a pas d'activités dirigées contre un État souverain. Ses activités sont des activités normales d'information, protégées par les dispositions des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme qui ont trait à la liberté de la parole et à la liberté de la presse. Dans ce contexte de commentaires formulés en toute liberté, Freedom House a déjà critiqué, dans ses différentes enquêtes sur les libertés civiques, tous les pays du monde pour tel ou tel aspect de leur politique. De nombreuses organisations non gouvernementales ont violemment critiqué toute une gamme de situations politiques : persistance de l'esclavage dans certains pays, absence d'égalité pour les femmes, répression des syndicats, étouffement de la presse, persécution de certaines religions, détérioration de l'environnement, cruauté à l'égard des animaux, absence d'égalité pour les handicapés dans l'accès à l'emploi et à la formation. Ces critiques

s'accompagnent parfois d'invitations à changer certaines politiques et de campagnes d'information sur le comportement d'États membres.

Freedom House ne mène jamais d'« actions » dirigées directement contre un État membre. Nous nous bornons à informer les États et à les encourager à agir souverainement, compte tenu des responsabilités qui leur incombent en vertu des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.

En portant son attention sur ce qu'elle considère comme des défaillances dans la protection des droits et des libertés, Freedom House ne viole ni l'esprit ni la lettre des règlements applicables au comportement des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif.

6. Qu'en est-il de la réunion d'information organisée le 5 octobre 2000 au sujet de la candidature du Soudan à un siège au Conseil de sécurité?

Freedom House a participé à la réunion d'information du 5 octobre 2000, avec plusieurs autres organisations s'occupant des droits de l'homme, toutes préoccupées par les antécédents du Soudan, s'agissant notamment de certains droits de l'homme et du droit humanitaire. On peut mentionner la persistance de l'esclavage au Soudan, de la guerre menée contre les non-musulmans dans le sud et du refus de garantir la sécurité des organismes d'aide humanitaire travaillant dans le sud. Les questions qui préoccupaient Freedom House étaient suffisamment graves pour persuader une majorité d'États membres de ne pas appuyer le Soudan dans sa candidature à un siège au Conseil de sécurité. En exprimant sa préoccupation, Freedom House n'a fait qu'exercer son droit de donner son avis sur une importante question de politique internationale. Nous avons pris soin de le faire dans un local ne faisant pas partie des bureaux de l'Organisation des Nations Unies, c'est-à-dire dans un bâtiment de la ville de New York, aux États-Unis. En agissant ainsi, Freedom House n'a nullement contrevenu aux directives régissant le comportement des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif. Nous jugeons préoccupant qu'une question concernant cette réunion d'information ait été soulevée lors d'une réunion officielle de l'ONU. Beaucoup des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif publient des communiqués de presse ou organisent des manifestations publiques pour critiquer les politiques d'États Membres de l'ONU et s'en dissocier. Le fait que la question concernant la réunion du 5 octobre a été posée donne à croire qu'à l'avenir, chaque fois qu'une organisation non gouvernementale critique un État Membre, elle risque de mettre en cause ses lettres de créance et de voir son intégrité mise en question. Nous espérons sincèrement qu'il ne s'agit pas d'un précédent dans la politique à l'égard de la communauté des organisations non gouvernementales.

7. Quelle est la position de l'organisation au sujet de la province chinoise de Taiwan?

Freedom House est heureuse d'avoir la possibilité de répondre à une question posée par le représentant de la République populaire de Chine concernant son enquête de la liberté.

En tant qu'organisation non gouvernementale faisant de la recherche sur les libertés civiles et les droits politiques, entre autres, Freedom House publie une enquête annuelle sur la liberté dans le monde. Dans cette enquête, aussi bien la République populaire de Chine que Taiwan figurent sur la liste des États.

Une telle mention ne signifie pas que Freedom House reconnaisse le statut de Taiwan en tant que sujet du droit international. Freedom House est une organisation non gouvernementale qui ne saurait conférer le statut d'État à un territoire ou pays. Elle rend compte du fait que 28 États, pour la plupart États Membres de l'ONU, ont des relations diplomatiques avec Taiwan. Chacun sait que le Sénégal, le Costa Rica, le Nicaragua figurent parmi les États qui reconnaissent l'indépendance de Taiwan.

À preuve de la neutralité de notre position, il y a lieu de signaler que, dans les années 60, la République populaire de Chine, qui n'occupait pas encore à cette époque le siège de la Chine dans le système des Nations Unies, figurait dans nos enquêtes en application du même principe, à savoir que certains États membres de la communauté internationale entretenaient des relations diplomatiques avec le gouvernement de Beijing.

Freedom House doit fonder ses décisions se rapportant à ses enquêtes sur la situation réelle dans le monde et elle évite scrupuleusement de prendre position sur la qualité d'État de Taiwan. Freedom House ne reconnaît pas un territoire simplement parce que ce territoire se dit indépendant, mais elle le fait en fonction de certains critères d'indépendance politique généralement admis. Les relations diplomatiques avec d'autres États, déjà mentionnées, la continuité géographique du territoire et un gouvernement qui relève de sa population et non d'une autorité supérieure figurent parmi ces critères. On peut également mentionner un pouvoir militaire qui n'est pas soumis au contrôle d'autorités étrangères, un pouvoir économique libre d'entamer des relations avec le reste du monde et un système juridique souverain. Si on ajoute à ces facteurs objectifs la réalité que Taiwan est reconnue par un certain nombre d'États Membres de l'ONU, il devient évident que l'enquête sur la liberté se veut neutre et n'a pas pour but de susciter des controverses.

Pour information, nous voudrions mentionner que Freedom House n'ignore pas que les États-Unis n'ont pas de relations diplomatiques officielles avec Taiwan, mais qu'elle est entièrement indépendante du Gouvernement des États-Unis, ainsi que nous l'avons noté en répondant à d'autres questions. Nous avons souvent critiqué la politique ou les actions du Gouvernement des États-Unis. En d'autres circonstances, nous avons déjà adopté une orientation qui est différente de celle du Gouvernement des États-Unis. C'est ainsi que nous restons neutres sur la question du statut de Taiwan en droit international.